
La coopération euro-maghrébine, une grande chance pour l'Europe

Raymond Barre

La mise en œuvre d'une politique euro-maghrébine me paraît nécessaire pour au moins trois raisons.¹

La première tient à la conjoncture internationale. A un moment où toute l'attention se porte sur l'Est, il est indispensable de montrer que nous sommes préoccupés par ce qui se passe au Sud, et plus particulièrement par ce qui se passe dans les pays si proches de nous par la géographie et par l'histoire, c'est-à-dire les pays du Maghreb.

La seconde raison tient à la conjoncture maghrébine elle-même. Les éléments douloureux qui se produisent à l'heure actuelle en Algérie ne doivent pas affaiblir la prise de conscience de la nécessité d'apporter à ce pays toute l'aide dont il a besoin pour qu'il puisse surmonter ses problèmes. Des réactions s'y manifestent à l'égard des grandes difficultés de l'emploi, du logement, de l'insuffisance du niveau de vie, du retard du développement économique. Elles peuvent s'exprimer sous diverses formes et à travers des manifestations d'inspiration religieuse. Nous devons donc être attentifs à ne pas porter de jugements globaux et péremptifs, laisser les choses se décanter et, pour notre part, montrer que nous sommes toujours prêts, si le désir en est exprimé, à apporter notre aide la plus complète à la solution des problèmes qui se posent au cœur du Maghreb.

La troisième raison tient à la conjoncture française. On évoque souvent aujourd'hui les peurs qui se manifestent dans notre pays. Il y a

d'abord la peur des flux migratoires, qu'ils viennent soit de l'Est soit du Sud. Pourtant il n'y a aucune raison d'exagérer les problèmes qui, quantitativement n'ont pas l'importance que l'on souligne. A une attitude négative, il nous faut substituer une attitude positive.

Il y a ensuite une peur née de la réunification de l'Allemagne, une peur de voir l'équilibre de la Communauté se modifier aux dépens de la France. La réunification allemande ne doit nous faire changer d'opinion ni de direction. Nous savons bien — et tous ceux qui se sont occupés d'affaires européennes le savent aussi — que le jour où l'entente entre la France et l'Allemagne disparaît, il n'y a plus d'Europe, il n'y a plus de Communauté! Il y a une dispersion dans tous les sens des pays qui, depuis quarante ans, tentent d'unir leurs efforts pour donner plus de cohésion et plus d'influence à la Communauté européenne. Alors, cette peur, il faut bien entendu l'écarter. Je considère que ce qui s'est passé depuis un certain nombre d'années, notamment l'élargissement de la Communauté aux pays méditerranéens que sont l'Espagne et le Portugal, crée désormais dans la Communauté un meilleur équilibre entre l'Europe du nord et l'Europe latine. Celle-ci prend conscience du fait que depuis les Romains, les Européens ont été présent de l'autre côté de la Méditerranée et que nous avons ensemble beaucoup de souvenirs.

Il est donc indispensable que nous développions toutes les actions qui peuvent être mises en œuvre par l'Europe latine non pas pour faire sécession au sein de la Communauté, mais pour réaliser des équilibres souhaitables à l'intérieur de cet ensemble qui risque encore de s'agrandir, s'il se prolonge vers l'Europe centrale et vers l'Europe orientale.

Une motivation fondamentalement géo-stratégique

La motivation d'une politique euro-maghrébine n'est pas seulement liée à des intérêts de sécurité ni seulement inspirée par les traditions historiques. L'Europe est en train de retrouver de vieilles affinités, d'essayer de se réorganiser autour de zones spécifiques.

Si on observe ce qui se passe aujourd'hui, on voit les pays de l'ancien Empire austro-hongrois se regrouper dans la "Pentagonale" ou le "Quintette de Budapest", les Pays Baltes envisager de s'agréger dans un ensemble baltique, les républiques du sud de l'ancienne Union soviétique regarder vers les pays au-delà de la mer Noire.

Il est tout aussi évident que aussi bien sur le continent américain (marché nord-américain NAFTA, MERCOSUR en Amérique du Sud) que dans l'ensemble Asie-Pacifique, il y a aujourd'hui dans le monde en plein changement, des tendances à des regroupements. Nous observons un double phénomène: un phénomène de globalité qui est une caractéristique majeure de notre époque et, en même temps, un

phénomène de regroupement qui tend à renforcer les identités et non à faire disparaître les identités nationales ou l'identité de groupes humains ayant des caractéristiques particulières.

La motivation d'une politique euro-maghrébines va donc bien au-delà des intérêts économiques ou politiques: elle est fondamentalement géostratégique.

Un autre élément paraît important dans le monde contemporain: le co-développement. Ce qui caractérise, en effet, l'économie mondiale aujourd'hui et les divers ensembles qui s'y constituent, c'est le développement réciproque. Le développement des uns dépend de celui des autres et rejaillit sur ceux qui contribuent à un effort de solidarité. Dans ce monde où les regroupements tendent à affirmer les spécificités et les originalités, il y a une prise de conscience croissante d'une inter-dépendance, dont la conséquence est que les objectifs du développement, de l'amélioration du niveau de vie, du respect de la dignité de la personne humaine recherchés en commun servent le progrès économique, social et humain de tous les pays de notre planète. Pour mettre en œuvre cette coopération réciproque, il faut tout d'abord contribuer de manière décisive à l'accélération de la croissance économique des pays du Maghreb pour qu'ils puissent maîtriser leurs problèmes de niveau de vie et d'emploi et, par ailleurs, s'engager dans des actions permettant d'approfondir l'indispensable dialogue culturel.

Contribuer à l'accélération du développement du Maghreb

La croissance économique est d'abord de la responsabilité des pays eux-mêmes. Les pays du Maghreb doivent s'aider par une meilleure organisation économique et sociale, par la mise en place de stratégies de développement et de politiques rationnelles. Les politiques anti-natalistes ne sont pas l'alpha et l'omega de toute politique de développement. Néanmoins, devant des rythmes très élevés de croissance démographique, il ne semble pas possible d'éviter de mettre en œuvre une politique démographique qui n'est pas seulement une politique de contrôle des naissances, mais qui est aussi une politique d'éducation et de formation qui peut porter des fruits avant-même que l'élévation progressive du niveau de vie n'exerce son influence inéluctable sur le taux de natalité.

Chacun des pays concernés doit poursuivre cette politique d'ajustement et de libéralisation économique. Nous sommes dans un monde où l'échelle du marché et la taille de l'économie comptent; or, les pays du Maghreb ont une taille qui ne leur permet pas aujourd'hui

d'avoir le développement qu'ils pourraient souhaiter ni l'influence qu'ils désireraient avoir. C'est pour cela que les pays européens ont construit la Communauté européenne car ils ont compris que chacun d'eux risquait un jour de ne plus faire le poids. C'est pourquoi l'élargissement du marché par la mise en œuvre d'une politique tendant à la réalisation d'une zone de libre-échange maghrébine me paraît être une démarche intéressante.

Je suis d'une génération qui a vu en 1946-1947, les immenses difficultés auxquelles l'Europe occidentale devait faire face au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Quand les Américains ont offert l'aide Marshall, ils ont demandé aux pays intéressés de créer l'Organisation Européenne de Coopération Economique afin de répartir et d'utiliser efficacement les ressources financières qui étaient mises à notre disposition. A ce moment-là, nous les Européens nous avons fait trois choses: d'abord nous avons décidé d'examiner ensemble nos politiques d'investissement et nos politiques structurelles pour éviter des doubles emplois qui créeraient des compétitions inutiles; ensuite nous avons patiemment réalisé "la libération des échanges" au sein de l'OECE et progressivement restauré la convertibilité de nos monnaies; enfin, bien que les économies aient des niveaux différents et que les rythmes d'ajustement n'aient pas été les mêmes, nous avons utilisé l'ouverture progressive de nos marchés pour exercer une pression à la modernisation, à la rationalisation et au développement de nos entreprises.

Autant je suis convaincu que la simple ouverture des frontières n'a aucun sens s'il n'y a pas une politique structurelle, autant je crois qu'une politique structurelle trouve un adjuvant considérable dans la pression exercée par l'ouverture des marchés. Si j'avais un vœu à exprimer, ce serait que les pays de l'UMA, en dépit de leurs difficultés, mettent en place une organisation économique de coopération maghrébine, un peu du type de ce qu'a été pour nous l'OECE. L'un des objectifs d'une telle organisation serait de mettre en place un programme d'ajustement structurel global avec l'appui de l'aide extérieure qui serait répartie à bon escient. Il serait complété par la création d'une zone de libre-échange euro-maghrébine au sein de laquelle la principale contribution que les pays européens pourraient apporter serait l'ouverture de leur marché aux produits agricoles et industriels fournis par ces pays². L'aide est une bonne chose, mais selon l'expression consacrée "trade is better than aid": le commerce est meilleur que l'aide.

Par ailleurs, ce qui me paraît aussi nécessaire de la part des pays de l'Europe latine, c'est l'engagement des entreprises et des hommes dans un mouvement de délocalisation. Les Français ne vont pas suffisamment à l'étranger. Depuis que j'ai été ministre du Commerce extérieur, je dois dire que c'est pour moi un leitmotiv. Trop peu de jeunes hommes — et maintenant de jeunes femmes puisqu'il y a égalité

des sexes — vont exercer leur activité d'entreprise, au sens large du terme, dans les pays étrangers et notamment dans les pays du Maghreb. Le mouvement de délocalisation de nos entreprises est la meilleure façon de réaliser le développement réciproque. Je connais des exemples d'entreprises petites ou moyennes qui végétaient en France et qui se sont déplacées dans les pays du Maghreb où les conditions de coût et, je le souligne, la qualité de la main d'œuvre leur ont permis de réaliser très rapidement des profits et de tenir aujourd'hui leur place dans la compétition.

Pour que cette délocalisation se réalise dans de bonnes conditions, notamment pour les petites et moyennes industries, il convient de mettre en place des garanties et des incitations aux investissements tant sur le plan européen que sur le plan français. Il est tout aussi indispensable de donner une place particulière aux politiques de formation professionnelle et aux politiques d'éveil des vocations d'entrepreneurs. Il faut former ceux qui seront les ouvriers qualifiés ou les cadres qualifiés des entreprises de demain, et pas seulement les diplômés: ne continuons pas à distribuer des parchemins qui ne permettront pas d'obtenir des emplois. Essayons de donner aux jeunes une formation professionnelle qui soit efficace. Il serait également très utile, notamment là où on distribue beaucoup de diplômes, que l'on multiplie les sections de junior entreprises ou les sections spéciales développant les vocations d'entrepreneurs.

Une agence euro-maghrébine pour la création d'entreprises comme celle qui existe en France ne manquerait pas d'intérêt. Il en est de même de l'institution d'un fonds à risques de financement ou de sociétés financières comme SOFARIS dont nous disposons en France.

Ces institutions permettraient de faciliter la prise de risques par les entreprises françaises et européennes qui s'installeraient dans ces pays.

Investir une partie du service de la dette

Un autre problème majeur est celui de la dette. Il est nécessaire de la rééchelonner, surtout lorsqu'il s'agit de la dette publique. Un pays peut avoir, sur le plan de la dette privée, le désir de ne pas se couper des possibilités ultérieures de prêts de la part des banques commerciales. Mais, en ce qui concerne la dette publique, rien n'empêche les gouvernements d'accorder, comme contribution au développement des pays endettés un rééchelonnement de la dette conçu à partir de deux critères: d'une part, rendre tolérable le service de la dette par rapport aux recettes d'exportation, d'autre part, fixer un plafond de taux d'intérêt. Les pays endettés pourront ainsi savoir quel est le montant exact de l'effort à

accomplir, et ne pas être exposés, selon les variations de taux d'intérêt qui dépendent de la conjoncture dans les pays industrialisés et développés à en subir les conséquences qui peuvent être très négatives pour eux.

En ce qui concerne la réduction de la dette, on pourrait examiner une extension du plan Baker qui admet, pour un certain nombre de pays semi-industrialisés, une réduction du montant de la dette, en particulier par vente de titres sur le marché secondaire. Pourquoi, lorsqu'il s'agit de la dette publique et éventuellement de la dette privée, ne pas considérer qu'une partie du service de la dette pourrait être affectée par les pays débiteurs au financement d'investissements ou à un processus de privatisation d'entreprises ou à la création d'entreprises privées?

Approfondir les échanges culturels

Pour abattre les barrières qui nous séparent et aboutir à une meilleure compréhension entre les peuples du Maghreb et de l'Europe, je voudrais faire une suggestion: il faut intensifier davantage les rapports entre les groupes sociaux et plus particulièrement impliquer les jeunes dans un mouvement d'ouverture et de rencontre. Puisque nous pouvons nous inspirer d'expériences déjà réalisées, comment ne pas évoquer le rôle qu'a joué entre la France et l'Allemagne, l'Office franco-allemand de la jeunesse? Ou entre la France et le Québec, l'Office franco-québécois de la jeunesse? Un Office euro-maghrébin de la jeunesse ne pourrait-il pas susciter des échanges féconds entre les jeunes des deux côtés de la Méditerranée? Et pourquoi ne pas essayer d'avoir entre les universités européennes et les universités du Maghreb un prolongement du Programme Erasmus? Rien ne serait meilleur que d'organiser de tels échanges. Non seulement pour que les étudiants du Maghreb viennent dans les universités européennes mais pour que des étudiants européens puissent se rendre dans les universités du Maghreb et apporter, le cas échéant, leurs capacités d'encadrement et de "tutor-ship" comme cela se fait dans les pays anglo-saxons.

Pour conclure, je voudrais citer une allocution du Général De Gaulle qui, parlant des rapports méditerranéens, disait: «Si nous voulons, autour de la Méditerranée, construire une civilisation industrielle dans laquelle l'homme serait une fin et non un moyen, alors il faudrait que nos cultures s'ouvrent très largement l'une à l'autre.»

La France a été la fille aînée de la Méditerranée, elle peut revendiquer ce privilège. Je souhaite que dans ses rapports avec le Maghreb, où il y a toujours eu un curieux mélange d'attirance et parfois de crainte, elle puisse résolument marquer sa volonté de mener une politique inspirée

par cette idée que la coopération franco-maghrébine et la coopération euro-maghrébine sont une grande chance pour elle comme pour l'Europe.

Raymond Barre est député et ancien Premier Ministre.

Notes

- 1 La Convention libérale européenne et sociale avait organisé le 15 février 1992 à Marseille un important colloque consacré à la politique européenne à l'égard du Maghreb. Raymond Barre qui avait activement participé à l'organisation et aux débats de cette rencontre, en a tiré les conclusions qui pour l'essentiel sont reproduites dans ce texte qu'il nous a autorisé à publier.
- 2 Depuis le 1er janvier 1993, l'accès des produits agricoles au marché européen en provenance du Maghreb est dispensé de tout droit de douane. Initialement, cette décision ne devait intervenir qu'à compter du 1er janvier 1996 (NDLR).